

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

ADMINISTRATION ET MONDE DES ENTREPRISES

La corruption, un mode de vie et de gain facile

Les révélations par médias interposés — le plus souvent étrangers — des grandes affaires de corruption à l'international impliquant l'Algérie se suivent à un rythme effréné, et cela ne semble pas s'arrêter.

Nous sommes dans un contexte de corruption institutionnalisée, et son lot de toutes sortes de fraudes. A partir de là, ces pratiques sont devenues un «mode de vie» et un système de gouvernement, aggravées et alimentées par une économie informelle dominante, une bureaucratie tentaculaire (le gouvernement par les «bureaux»), l'absence d'un Etat de droit fort, etc. Nous pouvons citer quelques-unes de ces pratiques «interdites» à l'actif d'une majorité d'entreprises : fraude sociale — à un niveau tel qu'aujourd'hui c'est tout le système de Sécurité sociale, dont la retraite, qui est menacé dans son existence ; fraude et évasion fiscales ; fuite des capitaux et ouverture non déclarée de comptes bancaires à l'étranger (tant dans les circuits réguliers que dans les paradis fiscaux) ; corruption sous toutes ses formes, etc. Le tout étant boosté et favorisé par un climat négatif du «business à tout prix». La corruption dans le secteur privé est tout aussi étendue et désastreuse que la corruption dans le secteur public. Aucun type d'activité du secteur privé n'est épargné par la corruption.

Faible moralité
des fonctionnaires

Il y a au moins deux facteurs qui peuvent expliquer pourquoi on en est arrivé là. Le premier est l'affaiblissement des valeurs sociales, la morale personnelle de beaucoup de gens plaçant l'amélioration de leur situation matérielle au-dessus de l'intérêt général et de leur devoir envers la société. Le second est le manque de transparence et de responsabilité au sein des secteurs de l'économie et de l'administration. Le sentiment général est que le service public est détourné de sa finalité et que la corruption prévaut dans les relations entre une

grande partie du secteur public et ses partenaires commerciaux privés. Les gens ont l'impression — apparemment partagée par les intéressés — que les fonctionnaires sont là pour se servir et servir les ambitions politiques des responsables à un plus haut niveau, dans l'espoir d'en tirer à leur tour profit pour leur carrière.

Pour l'opinion publique, les manquements à l'éthique dans la conduite des affaires recouvrent à la fois la violation délibérée des textes pour satisfaire un intérêt privé, la faible moralité des fonctionnaires et leur engagement insuffisant dans l'exercice d'une mission qui requiert compétence et rectitude morale.

En Algérie, le service public est très souvent miné par des dysfonctionnements de base ainsi que par une corruption généralisée. La rétention d'informations, la culture du secret, le règne de l'impunité, l'absence d'un système de responsabilité ou l'obligation de rendre des comptes pour les fonctionnaires ne sont que quelques exemples des facteurs récurrents qui contribuent à cette situation.

Logique de recherche du profit
à n'importe quel prix

Cet état de fait s'explique par de multiples raisons tels la non-application des textes de loi ou leur imprécision, la paupérisation des fonctionnaires, leur méconnaissance de leur rôle, l'incompétence et le manque de perspectives de carrière, le renversement de l'échelle des valeurs dans la société et la banalisation de l'acte de corruption, etc. Des entreprises du secteur privé se donnent bonne conscience en justifiant le versement des pots-de-vin par : la difficulté d'obtenir des contrats sans passer par cette voie ; le fait que tout le monde agit ainsi ; la logique de recherche de profit à



n'importe quel prix ; la préservation ou la création d'emplois.

Cette argumentation est abusive et anti-économique. Les actes de corruption portent en eux des risques majeurs pour les entreprises qui les tolèrent. Afin d'occulter les paiements de pots-de-vin, les entreprises ont recours à une comptabilité truquée, des déclarations d'impôts mensongères et au versement de pourcentages à certains membres du personnel. Elles cultivent ainsi une ambiance où le résultat financier justifie les activités frauduleuses, voire criminelles. Tôt ou tard l'entreprise se retrouvera elle-même victime de comportements semblables de la part de ses employés. Aucune distinction de principe ne doit être admise entre une commission

généreuse accordée à un ministre ou à un haut fonctionnaire (grande corruption) et un faible pot-de-vin versé à un petit fonctionnaire (petite corruption).

La grande corruption vise à influencer les décideurs pour qu'ils penchent en faveur d'une entreprise au détriment d'une autre ou qu'ils privilégient un projet ou un achat par rapport aux autres alternatives. La petite corruption qui concerne souvent les paiements de «graissage» ou de «facilitation» à des petits fonctionnaires (pour faire un travail pour lequel ils sont payés et que l'entreprise est en droit de recevoir) est tout aussi nuisible au développement. Aucune raison valable ne peut justifier de la tolérer.

Djilali Hadjadj

Le scandale «Panama papers»
de retour en Algérie

Le quotidien français Le Monde, dans son édition en ligne en date du vendredi 30 septembre 2016 (puis dans son édition papier le lendemain), publie de nouvelles révélations issues du scandale des «Panama papers» où cette fois-ci nous retrouvons un importateur algérien de lait en poudre et son fils, mais qui en sont aussi les exportateurs vers l'Algérie (en créant à l'étranger une société pour ce faire), associés dans une vaste entreprise de création de sociétés et de comptes offshore dans les paradis fiscaux du Panama en... Amérique centrale et dans les «Îles Vierges britanniques» !

Une enquête de haute facture — c'est le cas de le dire s'agissant notamment de surfacturation —, menée par Lyas Hallas, contributeur au Monde Afrique (exerçant par ailleurs au Soir d'Algérie) et intitulée «Panama papers : malversations d'un importateur algérien de poudre de lait» (ou «Poudre de lait : les pratiques douteuses de Zoubir Bererhi» dans le supplément Eco et entreprise du Monde format papier).

La première phrase de l'article résume bien toute l'affaire : «En Algérie, l'importation de poudre de lait a permis de bâtir des fortunes, parfois douteuses. Et des sociétés offshore ont été utilisées pour gonfler les prix et engranger à la fois profits et subventions.»

Pour rappel, l'éclatement de l'affaire «Panama papers» au printemps avait épinglé le ministre algérien actuel de l'Industrie et des Mines.

Pour en savoir plus :

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/30/les-panama-papers-revelent-les-malversations-d-un-importateur-algerien-de-poudre-de-lait_5005898_3212.html

D. H.

Quand l'éthique déserte
le service public...

La population s'indigne des malversations découvertes au sein du service public et revendique une plus grande rectitude morale dans la gestion des affaires publiques... Ces scandales renforcent le sentiment que l'intégrité n'est plus une valeur de base du service public et des élites administratives. La première démarche pour promouvoir une gestion éthique du service public consiste à définir la notion d'éthique et l'ensemble des pratiques et comportements qu'elle recouvre.

Il s'agit ensuite de proposer des solutions pragmatiques pour introduire les principes éthiques à la base du mode de fonctionnement de l'administration publique et promouvoir une gestion réaliste des problèmes qui se posent aux fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. L'éthique dans le service public renvoie aux vertus qui constituent pour la population des règles inhérentes à la direction des affaires de l'État. Elle constitue un élément fondamental de

la culture sociale et renvoie à un système de valeurs communes sur lesquelles il n'est pas admis de transiger. L'exigence d'éthique se décline comme l'obligation pour chacun de se conformer aux règles préalablement établies, dont certaines sont clairement énoncées, alors que d'autres sont à dégager de valeurs communes, selon le contexte et la position de chacun dans la société.

En ce sens, l'éthique ne se limite pas au respect des lois. Elle s'étend à un ensemble de comportements à forte connotation morale. Il n'est guère contesté que l'éthique doit être à la base du fonctionnement du service public. Pour maintenir et encourager efficacement un haut niveau d'éthique dans le secteur public, les efforts doivent être déployés dans le cadre d'un système global et cohérent.

Perte de confiance du public
envers l'administration

Il a été prouvé, dans de nombreuses études partout dans le

monde, que les scandales de corruption publiés dans la presse minent la confiance du public envers l'administration. Encore faudrait-il que gouvernants et gouvernés soient convaincus de la nécessité de placer les règles d'éthique à la base du fonctionnement du service public, ce qui est encore très loin d'être le cas en Algérie. Les comportements malhonnêtes peuvent découler autant de l'incompréhension des règles éthiques, de perceptions erronées des bonnes pratiques que de comportements délibérément déviants. La plupart des personnes s'estiment honnêtes et souhaitent être respectées pour leur intégrité. Ce postulat constitue le point de départ d'un système de gestion basé sur l'éthique. L'édification d'un tel système est préférable au recours systématique à la coercition. Un service public motivé est bien évidemment préférable à un service public géré par la peur, au sein duquel toute initiative personnelle, même bien intentionnée, peut entraîner investigations ou censure.

D. H.